

- en ce qui concerne les servitudes d'utilité publiques, dans un délai de deux mois par les propriétaires concernés, à partir de la notification.

### **ARTICLE 12 : Caractère de la Déclaration d'Utilité Publique**

Le pétitionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à venir sur la police, le mode de distribution, le partage et la protection des eaux. Il doit prendre toutes précautions pour la sauvegarde ou la protection de la ressource.

### **ARTICLE 13 : Modifications des ouvrages**

Toute modification des données initiales mentionnées dans le dossier d'enquête doit être portée à la connaissance du Préfet qui prescrira la suite à donner conformément aux dispositions du Code de la Santé Publique.

### **ARTICLE 14 : Notifications et publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- La mise en œuvre de ses dispositions ;
- La notification sans délai d'un extrait aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée ;
- Son affichage en mairie de chaque commune concernée pendant une durée minimum de deux mois ;
- Son annexion dans les documents d'urbanisme des communes concernées conformément aux dispositions de l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme dans un délai d'un an maximum ;
- L'inscription des servitudes aux services de publicité foncière (facultatif).

Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

### **ARTICLE 15 : Sanctions applicables en cas d'infractions**

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, il peut être fait application des sanctions prévues par les dispositions des articles L.1324-1 et suivants du Code de la Santé Publique, sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Notamment, en application du code de la santé publique,

- Article L1324-3 : le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende ;
- Article L1324-4 : le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende.

### **ARTICLE 16 : Exécution**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,
- Le Président du Conseil Régional,
- Le Directeur de la Société du Canal de Provence,